

## LETTRE OUVERTE

Les personnels du site de Vire de l'IUT de Caen déplorent que :

- la direction ait décidé, sans avoir concerté les personnels, la fermeture précipitée de l'expérimentation C3SI (sur la seule base d'un avis officieux de la CCN-IUT) ;
- la direction utilise la voie de presse pour signifier aux personnels leurs affectations futures (La Voix Le Bocage 13/02/2014) ou leur expliquer la situation (Ouest France 13/02/2014 ; Le Bocage Libre 22/02/2014) ;
- cette situation fasse l'objet, en pleine période de municipales, d'une surenchère de propositions publiques sans prise en compte de la véritable dimension humaine de la situation.

Alors que le discours de la nouvelle direction s'était toujours montré rassurant, voire même motivant sur le potentiel du site, ce double discours n'offre aucune visibilité aux personnels et confirme l'immense inquiétude qu'ils expriment de façon récurrente sur leur avenir.

En réaction à cette situation de maltraitance de la part de son administration, les personnels se sont constitués en collectif et déclarent ce qui suit.

Concernant la forme, le mépris avéré de l'aspect humain dans le traitement de la situation, aggravée par le déni d'existence d'une partie des personnes du site (étudiants et personnels), constaté le 21 février par la découverte de la disparition des liens et des pages sur la formation C3SI du site de l'IUT de Caen, pousse le collectif à entamer un recours envers son administration.

Concernant le fond, le collectif demande à sa direction et à l'ensemble des acteurs concernés de se positionner d'ici le mardi 11 mars 2014 sur les revendications suivantes :

1. sur la pérennisation du site, le collectif demande à l'État d'afficher un symbole fort de soutien au site en allant au bout du projet initié en 1999 et déjà reconduit en 2007. Le collectif demande à l'État de reconduire une seconde fois au CPER (2014-2020), le budget du 2ème bâtiment retiré lors de la gestion de fin contrat actuel, ou tout au moins de déclarer officiellement maintenir par un avenant son engagement financier initial au développement immobilier du site ;
2. si l'état fait défaut, le collectif demande aux autres financeurs (région, département et municipalités) de s'engager conjointement à financer un projet de construction réduit qui apportera une partie des surfaces nécessaires ;
3. concernant l'expérimentation C3SI, le collectif demande à l'IUT de surseoir d'un an à la décision de non recrutement pour permettre, dans l'intérêt de tous, un arrêt de l'expérimentation qui doit s'inscrire dans une cohérence nationale de fin d'expérimentation (Charleville-Mézière et Lyon recrutent encore en 2014) ;
4. concernant les personnels, le collectif demande l'engagement d'un reclassement concerté sur site de tous les personnels qui ne souhaitent ou ne peuvent pas partir, à travers la mise en place **ENFIN** d'un "schéma local de l'enseignement supérieur et de la recherche" (comme annoncé dans le Projet de développement stratégique 2012-2016 adopté le 4 novembre 2011 par le CA de l'Université de Caen) donnant un cadre officiel à une réflexion sur une offre de formation préalablement concertée ainsi qu'à son financement.

Vire, le 25 février 2014

Le collectif des personnels de l'IUT de Vire